

Société Canagrex—Loi

Ceci m'amène à dire que si nous sommes de bons promoteurs, nous pourrions redresser énormément notre industrie agro-alimentaire qui emploie des centaines de mille personnes dans notre pays. Nous pourrions également avoir une meilleure balance commerciale à cause de nos produits agricoles, et nous pourrions alors également être encore plus forts dans notre industrie de transformation. Et ce qui n'est pas le moindre également, nous pourrions être encore plus vigilants dans notre recherche agricole. Nous pourrions encore dépenser des sommes d'argent supplémentaires pour avoir de meilleures variétés à plus fort rendement et avoir une meilleure génétique dans nos troupeaux. Monsieur le président, le temps file, j'aurais encore beaucoup de chose à dire sur ce que pourrait être Canagrex, car ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses possibilités avantageuses que représenterait la mise en place de cet organisme; j'espère que mes collègues réalisent bien l'urgence d'une telle société pour les exportations canadiennes. Le Canada ne peut vraiment plus se passer de services de tous les producteurs au pays, pendant que tous ces gens pourraient en bénéficier grandement. Le pays pourrait également en bénéficier, comme je l'ai souligné tout à l'heure, en ayant un meilleur revenu, un meilleur commerce international et en compensant relativement à notre balance déficitaire. J'espère que tous ceux qui ont à cœur le développement agricole du pays vont s'associer afin de faire en sorte que cet organisme prenne place le plus tôt possible.

● (1540)

[Traduction]

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Monsieur l'Orateur, je conviens avec le député qui m'a précédé que ce bill a une certaine importance pour l'agriculture, mais ce qu'il faut dire avant tout c'est que l'agriculture est importante pour le pays. Il est dommage que le gouvernement ne veuille pas lui reconnaître toute l'importance qu'elle a.

Je constate avec plaisir que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est à la Chambre cet après-midi, parce qu'il y a des choses que je tiens à lui dire au sujet du bill, et plus spécialement de la situation générale dans laquelle se trouve aujourd'hui l'agriculture. Le gouvernement ne lui accorde guère de priorité. Voyons, par exemple, ce bill. Il en était déjà question dans le discours du trône du 14 avril 1980. Il y a près de deux ans, le discours du trône disait:

Afin d'augmenter la capacité concurrentielle de l'industrie canadienne à l'étranger et de créer ainsi des emplois dans le pays, mon gouvernement compte mettre sur pied une société nationale de commerce.

Nous supposons que cette société nationale sera créée par application du bill C-85, le projet de loi Canagrex qui est actuellement en discussion. C'est là une chose que nous voulions faire il y a près de deux ans. Il y a 11 mois, le 20 février 1981, le ministre déclarait ce qui suit dans un communiqué:

M. Whelan déclare qu'il présentera bientôt au Parlement un projet de loi créant Canagrex.

Il a reçu du cabinet le feu vert pour créer Canagrex. Si par feu vert on entend un délai de 11 mois pour la présentation d'un pareil projet de loi à la Chambre, je n'ose penser ce qu'un feu rouge ou un feu jaune signifierait. Si le ministre avait pu exercer quelque influence sur les réunions du cabinet, ou bien

il n'en a rien fait ou bien ça n'a rien donné, car le bill constituant Canagrex a attendu pendant 11 mois. Et voilà qu'aujourd'hui on le présente comme une mesure législative très importante et profitable. Pourquoi alors l'a-t-on laissé dormir pendant si longtemps? Pourquoi n'a-t-il pas été présenté à la Chambre plus tôt?

● (1550)

Selon moi, le comité permanent de l'agriculture est un comité bien organisé et, dans l'ensemble, ses membres ne sont pas imbus d'esprit de parti. Le comité n'avait rien à faire au cours des quatre premiers mois de 1981. Il ne s'est même pas réuni. Si ce projet de loi est si important, je suis sûr que tous les partis auraient accepté de lui faire franchir rapidement la deuxième lecture afin de le renvoyer au comité. Mais le gouvernement n'en a pas jugé bon. Voilà pourquoi il faut que les agriculteurs sachent comment le gouvernement envisage l'agriculture.

J'ai aussi trouvé intéressant ce que le ministre a dit au sujet des banques. Je veux parler de ce qui se passe dans le secteur agricole. On a beau élaborer des programmes pour inciter les agriculteurs canadiens à exporter leurs produits, si notre industrie intérieure finit par disparaître, si la production agricole est inexistante, je doute qu'il soit avantageux d'encourager les exportations s'il n'y a rien à exporter.

Le ministre de l'Agriculture a parcouru le pays en disant que les banques se conduisent d'une façon scandaleuse. Dans un discours que les médias ont largement diffusé, il a laissé entendre que les banques pourraient faire l'objet de poursuites à cause de leurs modalités de prêt. Cela paraît contradictoire, puisque le ministre appuie son collègue du cabinet, le ministre des Finances (M. MacEachen), qui est responsable des taux d'intérêt élevés. Si le ministre veut tenter des poursuites et favoriser les agriculteurs, il devrait inviter le ministre des Finances à faire quelque chose au sujet des taux d'intérêt. Nous pourrions ensuite commencer à lui faire confiance.

J'aborde maintenant un point plus précis. Il y a eu hier soir un vote à la Chambre. Nous avons eu notamment à nous prononcer sur une motion d'amendement qui réclamait ceci:

... l'imposition d'une taxe sur les profits excessifs des banques à charte canadiennes afin de ramener leur taux d'impôt le plus élevé au niveau de 1970.

Le ministre de l'Agriculture a parcouru le pays en dénonçant les banques, disant qu'il faudrait les poursuivre à cause de la façon scandaleuse dont elles ont prêté de l'argent aux agriculteurs. On pouvait donc s'attendre à ce qu'il vote en faveur de la motion. Qu'a-t-il fait? Il a voté contre. Il a voté en faveur des banques.

Quand on veut que l'on prête fois à ses paroles, on devrait avoir le courage de voter sans contredire ce qu'on raconte aux agriculteurs sur la façon dont les banques les traitent. Bien des Canadiens estiment que l'agriculture est en aussi mauvaise posture aujourd'hui qu'elle l'était dans les années 30. Je n'ai heureusement pas eu à en faire personnellement l'expérience, puisque je suis né au milieu des années 30. En ce moment où l'agriculture canadienne éprouve de si graves difficultés, le gouvernement nous propose une mesure législative visant à créer la société Canagrex.